

Remise en question de la stratégie des firmes américaines à l'étranger

Par Dominique de Laubier et Alain Richemond

REMISE EN QUESTION DE LA STRATÉGIE DES FIRMES AMÉRICAINES A L'ÉTRANGER

Par Dominique de Laubier et Alain Richemond

INTRODUCTION :

Les firmes américaines se retirent-elles d'Europe ?

I - LA PAUSE, APRES LA VIVE CROISSANCE DES ANNEES SOIXANTE.

- 1 - En 1957, Amérique Latine et Canada, pétrole.
- 2 - De 1957 à 1966, un boom vers l'Europe et l'industrie manufacturière.
- 3 - De 1966 à 1971, une croissance plus lente mais persistante.
- 4 - De 1971 à 1978, la pause et l'inertie.

II - LES CAUSES DE L'ATTENTISME.

- 1 - L'érosion du pouvoir d'achat relatif du dollar.
- 2 - Le rapprochement des coûts salariaux.
- 3 - Des taux de marge comparables.
- 4 - Une croissance au moins aussi rapide du marché américain.
- 5 - Une présomption de moindre avance technologique.

III - LES CONSEQUENCES D'UN ATTENTISME PROLONGE.

- 1 - Une même hésitation américaine aux Etats-Unis et à l'étranger.
- 2 - La stagnation de l'investissement net.
- 3 - Le cas allemand et le cas britannique.
- 4 - Les firmes européennes et japonaises retrouvent le chemin des Etats-Unis.

CONCLUSION :

**Vers une interpénétration plus poussée
des capitaux internationaux.**

Introduction.

Les firmes américaines se retirent-elles d'Europe ?

Après une expansion continue des entreprises américaines hors des Etats-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on observe, ces dernières années, un phénomène nouveau, la cession par des firmes importantes d'une fraction substantielle de leurs actifs à l'étranger. Parmi les exemples les plus connus figurent la vente par ITT en France de certaines de ses filiales de matériel électrique, la fermeture par Phillips Petroleum, Monsanto, Goodyear Tire ou Goodrich d'unités de fabrication de produits chimiques ou de caoutchouc, la vente par Uniroyal à Continental Gummi Werke ou encore par Chrysler à Peugeot de leurs filiales européennes respectives dans le domaine, l'un, du pneumatique et l'autre de la construction automobile.

Ces quelques exemples, offerts par des entreprises qui avaient pour la plupart longtemps mené une politique d'implantation vigoureuse à l'étranger, surviennent dans une période où l'on enregistre un plafonnement des flux d'investissement productif brut effectués à l'étranger par les filiales américaines. N'assiste-t-on pas à un changement fondamental de la stratégie des grandes firmes américaines, qui abandonneraient leurs positions à l'étranger pour se replier sur leur territoire national ?

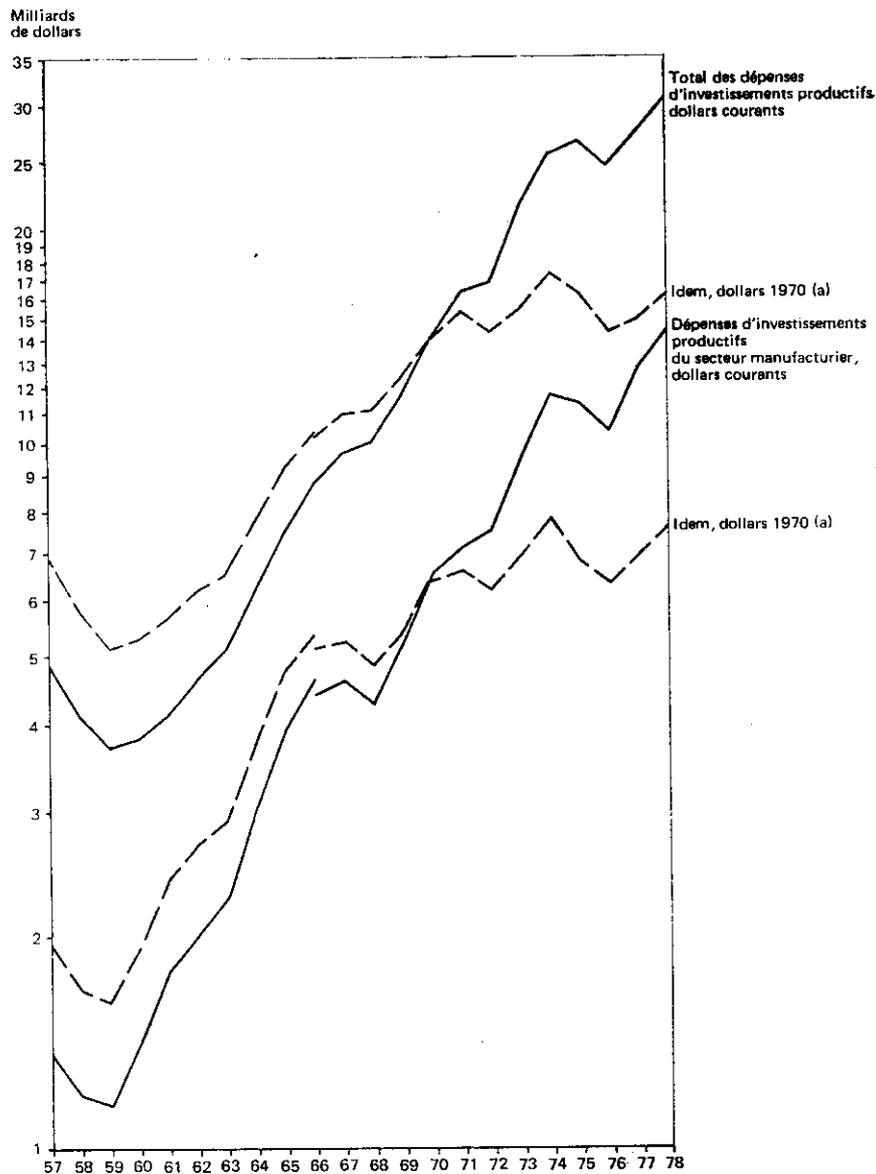
La crise qui frappe les économies industrielles depuis la fin des années soixante et qui s'est aggravée à partir de 1973 a profondément transformé l'environnement international. Dans de nombreux secteurs, les firmes américaines ne disposent plus de l'avance technologique qui les séparait jadis de leurs concurrentes étrangères, japonaises et allemandes en particulier. L'évolution des salaires et des prix et le flottement général des monnaies, qui s'est traduit par un affaiblissement du dollar vis-à-vis de la plupart des monnaies, ont par ailleurs très sensiblement modifié les conditions de la concurrence internationale. Signe particulièrement spectaculaire de ce renversement des situations prévalant de part et d'autre de l'Atlantique (et du Pacifique), le courant de sens inverse des investissements européens vers les Etats-Unis, insignifiant au cours des dernières décennies, s'est ranimé et s'est, avec les investissements japonais, vivement accéléré depuis quelques années.

Au moment où le ralentissement économique qui atteint le monde occidental semble devoir se prolonger, dans quelle mesure la politique d'implantation à l'étranger des entreprises américaines a-t-elle changé sous l'impact de la crise et s'est-elle adaptée aux transformations de l'économie mondiale ?

Les exemples qui ont été cités précédemment sont-ils des cas isolés de désinvestissements provoqués par des difficultés inhérentes à telle ou telle

Graphique 1 - Evolution des dépenses d'investissements productifs bruts des filiales américaines à l'étranger.

(En dollars courants et dollars 1970.)
Tous secteurs.
Secteur manufacturier.



(a) déflaté par le prix PIB de l'OCDE

Source : SCB (Survey of Current Business) et calculs CEPII.

entreprise, témoignent-ils d'une volonté de redéploiement en direction des zones extra-européennes, les pays en voie de développement en particulier, ou annoncent-ils un abandon progressif par les firmes américaines de leurs activités productives à l'étranger ? Le courant d'investissements encore important que l'on observe des Etats-Unis vers l'extérieur est-il donc appelé à se tarir peu à peu, à se stabiliser ou au contraire à reprendre après une pause plus ou moins prolongée ? N'assiste-t-on pas, plutôt, à un phénomène plus complexe, caractérisé par une interpénétration croissante des investissements internationaux, les entreprises américaines n'étant désormais plus seules, comme elles l'étaient à d'assez rares exceptions près jusqu'à présent, à prendre une forme multinationale et voyant de plus en plus s'exercer la concurrence de filiales de firmes européennes ou japonaises, auprès soit d'elles-mêmes aux Etats-Unis, soit de leurs propres filiales sur les marchés extérieurs ?

Pour répondre à ces questions, il semble nécessaire de retracer d'abord l'évolution des investissements américains depuis vingt ans et d'examiner comment les flux de dépenses productives ont été orientés avant et après 1971 (première partie). On recherchera ensuite les raisons qui les ont conduites à cesser d'accroître, comme auparavant, leur poussée vers l'extérieur (deuxième partie), avant de tenter d'évaluer les conséquences de cette nouvelle attitude (troisième partie).

I - La pause, après la vive croissance des années soixante.

Au cours des années soixante, les dépenses annuelles d'investissements productifs réalisées par les firmes américaines à l'étranger avaient progressé très rapidement. En dollars courants, elles avaient doublé de 1960 à 1965 et à nouveau de 1965 à 1970. Même en valeur internationale (1) c'est-à-dire en tenant compte de la perte de pouvoir d'achat du dollar à l'extérieur des Etats-Unis du fait tant de sa dépréciation sur les marchés des changes que de l'inflation, ces dépenses d'investissement ont suivi un taux moyen de croissance annuelle de 17 % de 1961 à 1966 et encore de 5 % de 1966 à 1971 (graphique 1).

Depuis 1971, au contraire, ces dépenses, toujours exprimées en valeur internationale, ont cessé de progresser et marquent une oscillation autour d'une tendance horizontale. En outre, alors qu'il y avait eu de profonds changements

(1) Le choix d'une unité de mesure conventionnelle, stable dans le temps, a été rendu nécessaire pour prendre en compte à la fois l'inflation mondiale et la dépréciation du dollar. Le déflateur utilisé est l'indice de prix PIB de l'ensemble des pays de l'OCDE exprimé en dollars ; on obtient ainsi les flux d'investissement en *valeur internationale*, c'est-à-dire aux prix relatifs et taux de change courants, mais au pouvoir d'achat constant du dollar sur le plan international.

dans les orientations géographiques et sectorielles des investissements américains au cours des années soixante par rapport aux positions acquises à la fin des années cinquante, depuis 1971 au contraire ces orientations se sont figées.

1 - En 1957, Amérique latine et Canada, pétrole.

L'activité des firmes américaines à l'étranger a fait l'objet d'une enquête relativement exhaustive en 1957 (année à partir de laquelle un certain nombre de données détaillées par pays et par secteur ont été publiées) pour les avoirs cumulés par les firmes américaines jusqu'à cette date. Toutefois, le même détail pour les dépenses annuelles d'investissement n'a été donné qu'à partir de 1966, année qui marque précisément une inflexion notable dans la courbe des dépenses d'investissement (graphique 1). C'est pourquoi, avant d'analyser l'évolution des flux annuels d'investissement, de façon globale avant 1966 et plus détaillée ensuite, il a paru utile de présenter rapidement un panorama des positions américaines acquises à la fin de 1957, les « avoirs » (définition en annexe), panorama qui présente l'avantage de résumer les grandes orientations des firmes américaines à l'étranger au cours de la première moitié du siècle.

En 1957, près des deux tiers (64 %) des *avoirs* américains se trouvaient concentrés sur le *continent américain lui-même*, soit au Canada (34 %), soit en Amérique latine (30 %), alors que moins du sixième se trouvait en Europe. Pris dans leur ensemble, les pays industriels n'accueillaient guère plus de la moitié (55 %) du total des avoirs américains dans le monde (cf. tableau annexe I).

Le *secteur pétrolier* était alors prédominant avec 36 % du total des avoirs, les industries *manufacturières* ne venant qu'en second avec 31 %. Les *mines* (10 %) et les *services commerciaux* (7 %) et *financiers* (4 %) se situaient très loin derrière.

2 - De 1957 à 1966, un boom vers l'Europe et l'industrie manufacturière.

De 1957 à 1965 l'Europe reçoit près du tiers (30 %) des dépenses effectuées, alors qu'elle ne comptait que pour 16 % dans les avoirs en 1957. De même la part des dépenses nouvelles orientées vers les industries *manufacturières* excède-t-elle sensiblement, avec 40 %, celle tenue dans les avoirs au départ de la période. La poussée vers l'Europe et celle vers les industries manufacturières coïncident du reste largement puisque près de la moitié (44 %) des investissements nouveaux effectués dans les industries manufacturières de 1957 à 1965 ont été effectués en Europe.

Cette orientation s'exerce au détriment des parts relatives du *Canada*, auquel sont affectés désormais moins de 30 % des investissements nouveaux, et de l'*Amérique latine* (19 %). Le secteur *pétrolier* rétrograde à la seconde place derrière les industries *manufacturières* (cf. tableaux 1 et 2).

Tableau 1 - Répartition des dépenses d'investissement des filiales américaines à l'étranger par zones. (En pourcentage de l'ensemble.)

| | 1957/1965 (9 ans) | 1966/1971 (6 ans) | 1972/1977 (6 ans) |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Canada | 27,8 | 23,0 | 21,2 |
| Europe | 31,4 | 39,5 | 42,2 |
| CEE à Neuf | N D | 34,8 | 36,3 |
| UK | N D | (10,4) | (13,1) |
| RFA | N D | (9,0) | (8,3) |
| France | N D | (5,1) | (6,0) |
| Autre Europe | N D | 4,7 | 5,9 |
| Anzas | N D | 6,1 | 4,5 |
| Japon | N D | 3,0 | 3,0 |
| Total pays Industriels | N D | 71,6 | 70,9 |
| PVD | N D | 23,8 | 21,9 |
| Non ventilé | N D | 4,6 | 7,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Tableau 2 - Répartition des dépenses d'investissement des filiales américaines à l'étranger par secteurs. (En pourcentage de l'ensemble.)

| | 1957/1965 (9 ans) | 1966/1971 (6 ans) | 1972/1977 (6 ans) |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Industries manufacturières | 41,1 | 45,3 | 44,5 |
| Dont : | | | |
| ● Chimie | 7,9 | 9,0 | 8,7 |
| ● Construction mécanique | 4,9 | 10,1 | 11,8 |
| ● Construction électrique | 3,0 | 3,4 | 3,8 |
| ● Matériel de transport | 9,7 | 7,2 | 5,9 |
| ● Industrie agro-alimentaire | 2,4 | 3,1 | 2,8 |
| ● Autres | 13,2 | 12,5 | 11,5 |
| Pétrole | 37,8 | 30,7 | 32,5 |
| Mines | 9,0 | 8,0 | 4,2 |
| Commerce | 5,0 | 6,0 | 7,7 |
| Autres | 7,1 | 10,0 | 11,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

3 - De 1966 à 1971 une croissance plus lente mais persistante.

A partir de 1966 la masse des dépenses d'investissement augmente nettement moins vite qu'au cours des années précédentes, le taux moyen de croissance annuel en valeur internationale étant ramené de 17 % entre 1961 et 1966 à 5 % de 1966 à 1971, mais le ralentissement n'affecte en rien la préférence qui continue à être donnée à l'Europe et à l'industrie manufacturière.

De 31 %, la part de l'Europe dans les dépenses annuelles passe à 40 %, alors que celle du Canada fléchit à nouveau, de 28 à 23 %. L'ensemble des pays industriels reçoit désormais plus de 70 % des investissements nouveaux, et les pays en voie de développement moins du quart (2).

La prédominance des industries manufacturières continue de se renforcer encore, 45 % des investissements nouveaux s'orientant dans ce secteur alors que la fraction se dirigeant vers le secteur pétrolier fléchit à 31 %.

La conjonction de l'orientation vers l'Europe et de celle vers les industries manufacturières s'accroît, puisque l'Europe reçoit entre 1966 et 1971 55 % des nouveaux investissements dans ce secteur, contre 44 %, rappelons-le, entre 1957 et 1965.

4 - De 1971 à 1978, la pause et l'inertie.

La crise, qui atteint l'économie américaine dès la fin des années soixante, et qui aboutit en 1971 au début de l'effondrement du système de Bretton Woods et à la première dévaluation du dollar, a des répercussions profondes sur l'évolution et l'orientation des investissements américains. Non seulement les flux annuels d'investissement productif brut cessent de croître, si l'on tient compte de la perte de pouvoir d'achat international du dollar, mais encore, au sein d'une masse à peu près stabilisée depuis sept ans, les parts respectives des zones et des secteurs d'activité semblent s'être à peu près figées. On ne constate *ni glissement des nouveaux investissements vers les PVD au détriment de la part jusque-là réservée à l'Europe, ni regain de faveur du secteur pétrolier ou minier*, et cette analyse faite pour l'ensemble des dépenses d'investissements des différents secteurs d'activité vaut encore dans une large mesure si l'on descend à un niveau plus fin de répartition géographique et sectorielle pour les seules industries manufacturières.

(2) Le solde couvrant des activités ne faisant pas l'objet d'une ventilation géographique (transports pétroliers en particulier).

a) La place prépondérante de l'Europe et de l'industrie manufacturière se maintient.

La crise aurait pu entraîner une certaine désaffection des entreprises américaines pour l'Europe, et un déplacement de leurs investissements en direction des PVD qui présentaient l'avantage d'être souvent riches en matières premières, pétrole notamment, ou d'offrir une main-d'œuvre bon marché et généralement peu revendicative. Or ce mouvement ne s'est pas produit puisque l'Europe a même encore légèrement accru sa part dans l'ensemble des dépenses, grâce à un sensible accroissement de celles-ci, dans le secteur pétrolier précisément, autour des gisements de la mer du Nord. Les parts du *Canada* comme de l'*Anzas* (3) sont au contraire toutes deux en léger recul. Outre l'orientation vers le **Royaume-Uni** en raison de la mer du Nord, les pays de la **périphérie européenne** ont reçu proportionnellement davantage de nouveaux investissements américains en raison, notamment, d'un courant important d'implantations, industrielles en Espagne, commerciales et financières en Suisse et pétrolières en Norvège.

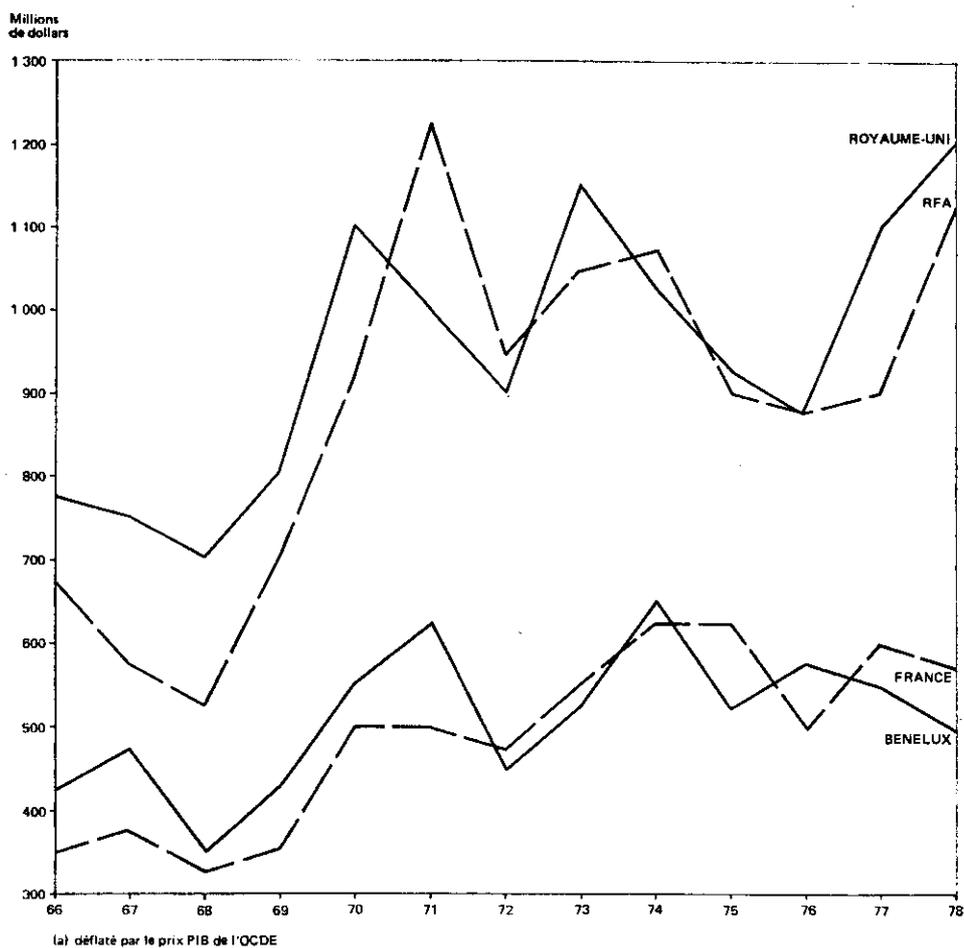
A l'intérieur de la CEE, il est frappant de constater que la hiérarchie existant entre les principaux pays d'accueil des industries manufacturières se maintient de 1966 à 1977 en dépit de larges fluctuations dans le montant même des dépenses (cf. graphique 2). Le *Royaume-Uni* est à la première place à la fin de la période comme au début, bien qu'il ait perdu cette place certaines années au profit de la *RFA* qui le suit de très près la plupart du temps. Loin derrière les deux premiers pays d'accueil, le *Benelux* continue de talonner la *France*.

Pas plus que l'orientation géographique, celle des *secteurs d'activité* ne s'est vue modifiée sensiblement dans la répartition des dépenses de 1972 à 1977. La part des industries *manufacturières* ne fléchit qu'imperceptiblement, tandis que celle du *pétrole* progresse un peu sous l'impulsion des dépenses en mer du Nord. *La seule tendance nette est le recul du secteur minier*. Sans doute peut-on penser que les nationalisations intervenues dans de nombreux pays du Tiers-Monde à l'encontre des entreprises étrangères, et notamment américaines dans les pays producteurs de pétrole en Amérique latine et au Moyen-Orient, ont freiné la progression des dépenses dans le secteur pétrolier et accéléré le fléchissement de celles du secteur minier là où les firmes de ces deux secteurs étaient surtout implantées, c'est-à-dire dans les PVD.

On peut enfin noter une certaine progression entre 1972 et 1977, par rapport à la période précédente, de la part des dépenses vers le secteur *commercial*, mais celle-ci reste faible. Quant au secteur *financier* (banques et assurances) si sa part reste confondue avec celles d'autres activités (industries manufacturières, entreprises concessionnaires de moyens de transport ou de distribution d'énergie, etc.) dans les statistiques publiées sur les dépenses annuelles d'investissement, il est possible de mesurer sa progression par

(3) Australie - Nouvelle-Zélande - Afrique du Sud.

Graphique 2 - Evolution des investissements productifs des filiales américaines dans les principaux pays européens.
 (Exprimés en pouvoir d'achat constant du dollar de l'année 1970 [a].)



l'intermédiaire de sa part dans les *avoirs*, qui est présentée de façon distincte dans les statistiques du Department of Commerce sur les *avoirs*. Or cette part, qui était de 4 % en 1957, est passée à 9 % environ en 1971 et à 13 % à la fin de 1977. La progression du secteur financier est donc rapide et ne semble guère avoir été affectée par la crise.

**b) Au sein des industries manufacturières,
le redéploiement industriel reste limité
et n'entraîne aucun déplacement significatif vers le Tiers-Monde.**

Tenter de déceler un changement dans la stratégie des firmes américaines face aux transformations qui ont affecté l'environnement international appelle une analyse plus fine des seules industries manufacturières, dont les dépenses sont depuis 1966 décomposées en plusieurs branches (4) dans les statistiques du Department of Commerce.

On a vu que les industries manufacturières considérées globalement avaient maintenu leur part dans l'ensemble des dépenses d'investissement entre 1971 et 1977. Les décompositions tout à la fois géographiques et sectorielles que présente le tableau 3 permettent de constater qu'aucun déplacement sensible n'a affecté la répartition *géographique* des dépenses manufacturières. *Les seuls changements perceptibles sont ceux de certaines branches, ou de leur localisation :*

- La division entre pays industriels et PVD reste pratiquement constante, la part des premiers dans les dépenses d'investissements manufacturiers se maintenant à 85 %.

- Quant à la répartition par branches, seule progresse de façon significative la part relative de la *construction mécanique*, au détriment du *matériel de transport* (c'est-à-dire en fait de la *construction automobile*) qui recule assez sensiblement dans l'ensemble des pays industriels à l'exception très notable des pays européens extérieurs à la CEE, le fléchissement étant particulièrement net au Canada et au Royaume-Uni. L'amélioration de la part de la *construction mécanique* est enregistrée essentiellement dans la Communauté européenne (Royaume-Uni surtout) et dans une moindre mesure au Japon. Enfin, si la part de la *chimie* est demeurée inchangée, il s'est produit un net glissement vers le Canada au détriment de tous les autres pays ou zones, y compris les PVD.

A partir de 1972, à une phase caractérisée par des mutations rapides dans les orientations géographiques et sectorielles, a donc succédé une phase d'inertie où les orientations générales se sont figées au sein d'une masse stabilisée d'investissements nouveaux.

*
**

(4) Industries agro-alimentaires, chimie, construction mécanique, construction électrique, matériel de transport (c'est-à-dire essentiellement construction automobile), ainsi que papier, caoutchouc et métallurgie, qui sont tous trois regroupés dans le tableau de cet article avec les industries diverses.

Tableau 3 - Evolution géographique et sectorielle des dépenses d'investissement des filiales manufacturières.
(En pourcentage du total des flux cumulés au cours de chacune des deux périodes.)

| | 1966 à 1971 | | | | | 1972 à 1977 | | | | | |
|------------------------------|-------------|-------------------|--------|--------------------------------|---------------------------------|-------------|-----------------------------|-------------------|--------|--------------------------------|---------------------------------|
| | Total | Dont | | | | Total | Dont | | | | |
| | | Alimen- tation | Chimie | Construc- tion mécanique | Construc- tion électrique | | Matériel de transport | Alimen- tation | Chimie | Construc- tion mécanique | Construc- tion électrique |
| Canada | 21,3 | 1,5 | 3,0 | 3,1 | 1,7 | 4,5 | 1,3 | 5,2 | 3,0 | 1,6 | 3,2 |
| Europe | 55,3 | 3,0 | 10,3 | 15,7 | 4,3 | 8,3 | 3,0 | 9,8 | 18,4 | 4,8 | 6,9 |
| CEE à Neuf | 50,8 | 2,6 | 9,3 | 14,9 | 3,6 | 8,1 | 2,6 | 9,0 | 17,7 | 4,1 | 5,8 |
| UK | (15,3) | (0,7) | (2,4) | (4,2) | (0,9) | (2,7) | (0,6) | (2,4) | (5,8) | (0,6) | (1,5) |
| RFA | (13,9) | (0,7) | (2,0) | (4,2) | (0,9) | (3,0) | (0,4) | (1,9) | (4,4) | (1,2) | (2,6) |
| France | (7,1) | (0,3) | (0,6) | (3,1) | (0,5) | (1,3) | (0,4) | (1,0) | (3,5) | (0,7) | (1,0) |
| Autre Europe | 4,5 | 0,4 | 1,0 | 0,8 | 0,7 | 0,2 | 0,4 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 1,1 |
| Anzas | 5,3 | 0,6 | 1,2 | 0,4 | 0,2 | 1,6 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 1,0 |
| Japon | 3,6 | 0,1 | 1,1 | 1,8 | 0,3 | — | 0,2 | 0,9 | 2,5 | 0,3 | — |
| Total pays industriels | 85,5 | 5,2 | 15,6 | 21,0 | 6,5 | 14,4 | 4,9 | 16,4 | 24,3 | 7,0 | 11,2 |
| PVD | 14,5 | 1,6 | 4,2 | 1,3 | 1,1 | 1,6 | 1,4 | 3,2 | 2,2 | 1,4 | 2,0 |
| Total | 100,0 | 6,8 | 19,8 | 22,3 | 7,6 | 16,0 | 6,3 | 19,6 | 26,5 | 8,4 | 13,2 |

II - Les causes de l'attentisme.

Les principales incitations qui poussaient les firmes américaines à s'implanter à l'étranger, durant les années soixante, ont été souvent recensées et décrites (5). D'une manière générale, le dollar surévalué rendait peu coûteuses les implantations à l'étranger et freinait les exportations. Les firmes américaines ont donc internationalisé leur production. Leur avance technologique et l'existence de coûts salariaux plus faibles à l'étranger qu'aux Etats-Unis ont permis ce mouvement, particulièrement vers l'Europe où la création de la Communauté européenne, réunissant des pays dont le niveau de vie était déjà relativement élevé, et dont les potentialités de croissance apparaissaient vives, faisait craindre l'édification d'un tarif douanier propre à empêcher les exportations des firmes américaines.

La plupart des incitations qui justifiaient cette stratégie d'implantation hors des Etats-Unis ont disparu, ce qui contribue à expliquer l'attentisme des firmes américaines à l'étranger, attentisme qui, s'il se prolonge, risque de placer bientôt les firmes américaines devant des choix décisifs.

Le nivellement des situations comparées des Etats-Unis et des autres grands pays industriels explique, pour l'essentiel, l'affaiblissement du courant d'investissement américain à l'étranger et la reprise de l'investissement étranger aux Etats-Unis.

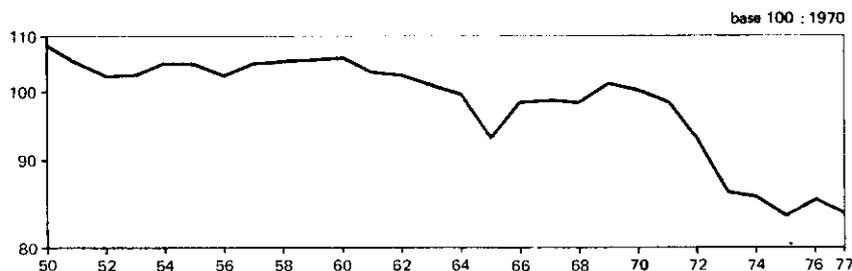
1 - L'érosion du pouvoir d'achat relatif du dollar.

L'érosion du pouvoir d'achat du dollar a rendu l'investissement des firmes américaines hors des Etats-Unis moins attrayant car plus coûteux. Le graphique 3 montre l'évolution relative du pouvoir d'achat international du dollar par rapport à son pouvoir d'achat intérieur (6) : on constate une baisse annuelle moyenne de 2,8 % de 1969 à 1977. Le financement de l'investissement à l'étranger sur sorties de capitaux américains en a été particulièrement gêné : la part des sorties de capitaux dans les dépenses d'investissement des filiales a été de 30 % en 1966, 16 % en 1971 et 8 % en 1977.

(5) Dunning J.H. : « The determinants of international production. » Colloque Rennes 1972. La croissance de la grande firme multinationale. CNRS, 1973. Vernon, R. : « The multinational enterprise and the location of economic activity » in Dunning J.H. *Economic analysis and the Multinational enterprise*, Allen and Unwin 1974. Stevens, G.V.G. : « The determinants of investment », *Idem*.

(6) Sur le plan *intérieur*, le pouvoir d'achat *absolu* du dollar est mesuré à partir de l'indice de prix PIB des Etats-Unis en dollars. Sur le plan *international*, son pouvoir d'achat *absolu* est mesuré conventionnellement à partir de l'indice de prix PIB de l'OCDE (Etats-Unis inclus), *lui aussi en dollars*. Dès lors, le pouvoir d'achat *relatif* du dollar est calculé en divisant le premier indice par le second.

Graphique 3 - La baisse du pouvoir d'achat relatif du dollar.
(Prix du PIB des Etats-Unis rapporté au prix du PIB de l'OCDE.)



Source : Comptes nationaux de l'OCDE.

2 - Le rapprochement des coûts salariaux.

Le réalignement général des monnaies et la différence d'évolution des salaires dans les principaux pays industriels ont tendu à combler une grande partie de l'écart qui existait entre les coûts salariaux exprimés en dollars au début des années soixante. Le coût horaire, dans l'industrie manufacturière, était en 1960 trois fois plus élevé aux Etats-Unis que dans les trois premiers pays d'Europe (tableau 4), quatre fois supérieur au salaire italien et dix fois supérieur à celui des ouvriers japonais. La situation au premier semestre de 1978 est toute différente puisque ce salaire est désormais plus élevé en Allemagne qu'aux Etats-Unis et que l'écart avec les autres pays s'est considérablement réduit.

Tableau 4 - Evolution comparée des coûts salariaux horaires dans les industries manufacturières, aux Etats-Unis et dans quelques pays. (En dollars US.)

| | 1960 (a) | 1970 (b) | 1977 | 1978 (1 ^{er} semestre) |
|--------------|----------|----------|------|---------------------------------|
| USA | 2,66 | 4,20 | 7,60 | 8,26 |
| Canada | 2,13 | 3,46 | 7,40 | 7,54 |
| RFA | 0,83 | 2,32 | 7,73 | 9,18 |
| France | 0,83 | 1,74 | 5,40 | 6,90 |
| UK | 0,82 | 1,46 | 3,34 | 4,24 |
| Italie | 0,63 | 1,75 | 5,17 | 6,18 |
| Japon | 0,26 | 1,00 | 3,97 | 5,65 |

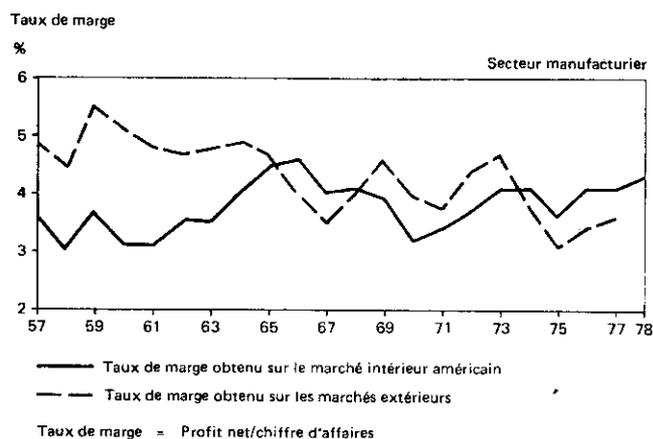
(a) Source : *International Economic Report of the President*, 1977, p. 99.

(b) Source : *US Bureau of Labor Statistics*, cité par City Bank, décembre 1978, p. 12.

3 - Des taux de marge désormais comparables.

Les taux de marge (cf. graphique 4) (7) se sont amenuisés plus rapidement hors des Etats-Unis que sur le marché intérieur où ils se sont même améliorés par rapport à leur niveau de 1970, de sorte que les premiers sont devenus légèrement inférieurs aux seconds depuis 1974.

Graphique 4 - Evolution comparée des taux de marge obtenus par les firmes américaines aux Etats-Unis et à l'étranger.



Source : SCB.

4 - Une croissance au moins aussi rapide du marché américain.

Pendant longtemps et notamment de 1966 à 1971, la croissance en volume de l'économie américaine a été nettement inférieure à celle de l'ensemble des économies européennes. Depuis 1971, cet écart a disparu et les potentialités de l'économie américaine ont même laissé envisager une demande intérieure plus soutenue que celle des marchés européens (cf. tableau 5).

(7) Définis par le rapport profit net après impôt sur chiffre d'affaires.

**Tableau 5 - Croissance en volume du PIB (aux prix et taux de change de 1975).
(Taux annuels moyens en %.)**

| Pays ou zones | 1966-1971 | 1971-1977 |
|-------------------|-----------|-----------|
| Etats-Unis | 2,5 | 3,1 |
| OCDE-Europe | 4,4 | 2,9 |

Sources : Comptes nationaux de l'OCDE.

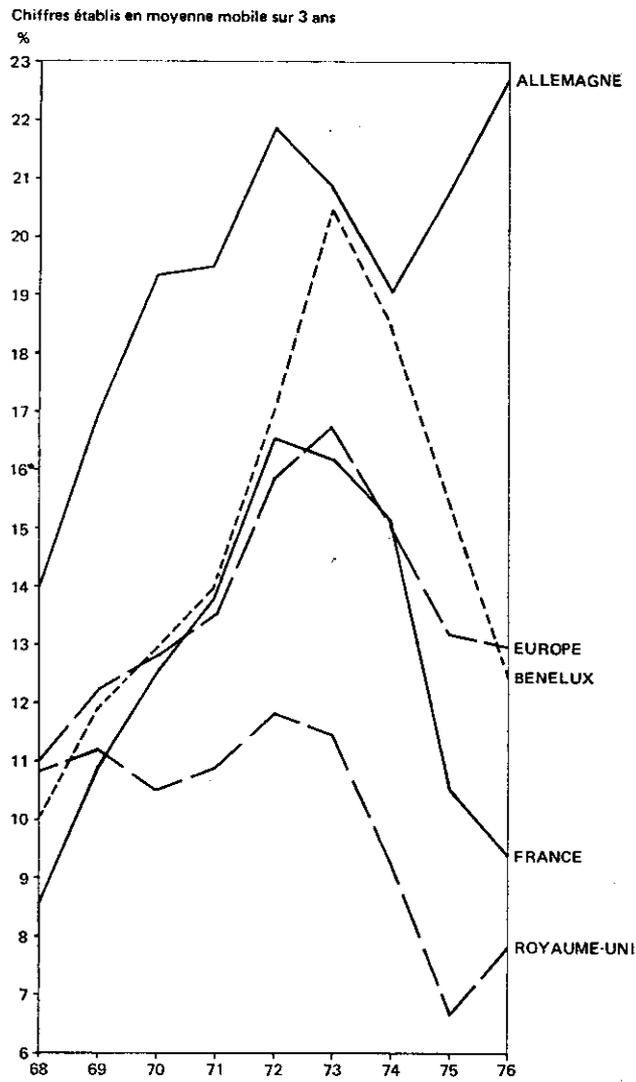
5 - Une présomption de moindre avance technologique.

Enfin, les firmes américaines ne semblent plus disposer par rapport à leurs concurrentes européennes de l'avance qui était la leur tant en technologie qu'en organisation. C'est du moins l'interprétation qu'il semble possible de tirer de la sensibilité de la rentabilité des firmes manufacturières américaines à l'activité économique globale des pays dans lesquels elles sont implantées (cf. graphique 5). Les filiales américaines ne parviennent pas à échapper aux moins bonnes conditions de rentabilité apparues dans les principaux pays européens, exception faite de l'Allemagne.

Il n'est donc guère surprenant que les firmes américaines aient cessé d'accentuer la poussée qui les portait toujours davantage hors des Etats-Unis, et que leur stratégie récente soit marquée par un attentisme duquel elles ne semblent pas encore sorties.

*
**

Graphique 5 - Evolution comparée des taux de profit nominaux obtenus par les firmes américaines dans le secteur manufacturier (a). (Principaux pays européens.)



(a) Taux de profit : profit net/avoirs américains (capitaux propres)

Source : SCB.

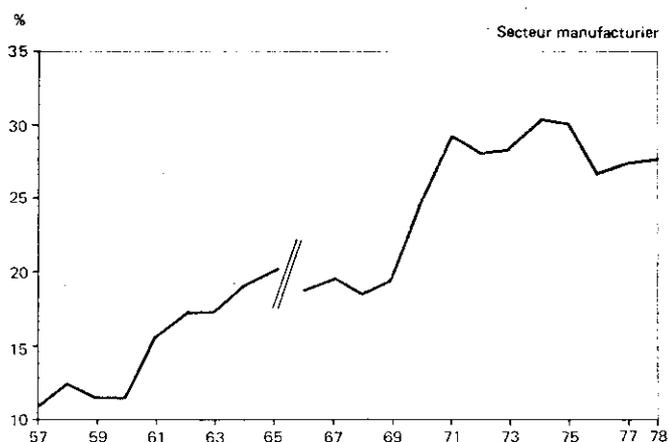
III - Les conséquences d'un attentisme prolongé.

Le rééquilibrage intervenu entre les Etats-Unis et l'extérieur à partir de 1971, s'il a incité les firmes européennes et japonaises à accroître de manière importante leurs investissements aux Etats-Unis, a conduit les firmes américaines à adopter de leur côté une stratégie d'attente qui se manifeste tant à l'étranger qu'aux Etats-Unis et qui se révèle par une stagnation de l'investissement net dans la période récente. Les conséquences de l'hésitation des firmes américaines risquent de se traduire par une remise en cause profonde de leurs implantations à l'étranger, si elle se prolonge et si aucune stratégie alternative n'est mise en œuvre assez rapidement.

1 - Une même hésitation américaine aux Etats-Unis et à l'étranger.

Les firmes américaines ont adopté un même comportement d'investissement aux Etats-Unis et à l'étranger. Le graphique 6 montre une stabilisation depuis 1971 du rapport de l'investissement brut manufacturier hors des

Graphique 6 - Rapport des dépenses d'investissements productifs effectuées par les filiales américaines à l'étranger par rapport aux dépenses d'investissements effectuées aux Etats-Unis.



Source : SCB. Pour les investissements internes : new plants and equipments expenditures. Pour les investissements externes : capital expenditures of foreign-owned affiliates.

Etats-Unis et aux Etats-Unis. L'investissement « interne » et « externe » (8) des firmes américaines est marqué par une même incertitude face à l'avenir. *Il n'y a plus de poussée vers l'extérieur mais il n'y a pas non plus, ou pas encore, de repli important vers le territoire américain.*

Dans le cas d'une reprise des investissements des firmes américaines, les règles d'arbitrage entre investissements interne et externe joueront certainement de manière différente que par le passé. Une priorité pourrait être accordée à l'investissement interne en raison de la moins forte croissance des ventes des filiales américaines à l'étranger, par rapport aux ventes des firmes américaines sur le marché intérieur et aux exportations de produits manufacturés à partir du territoire américain, plus faciles depuis quelques années.

2 - La stagnation de l'investissement net.

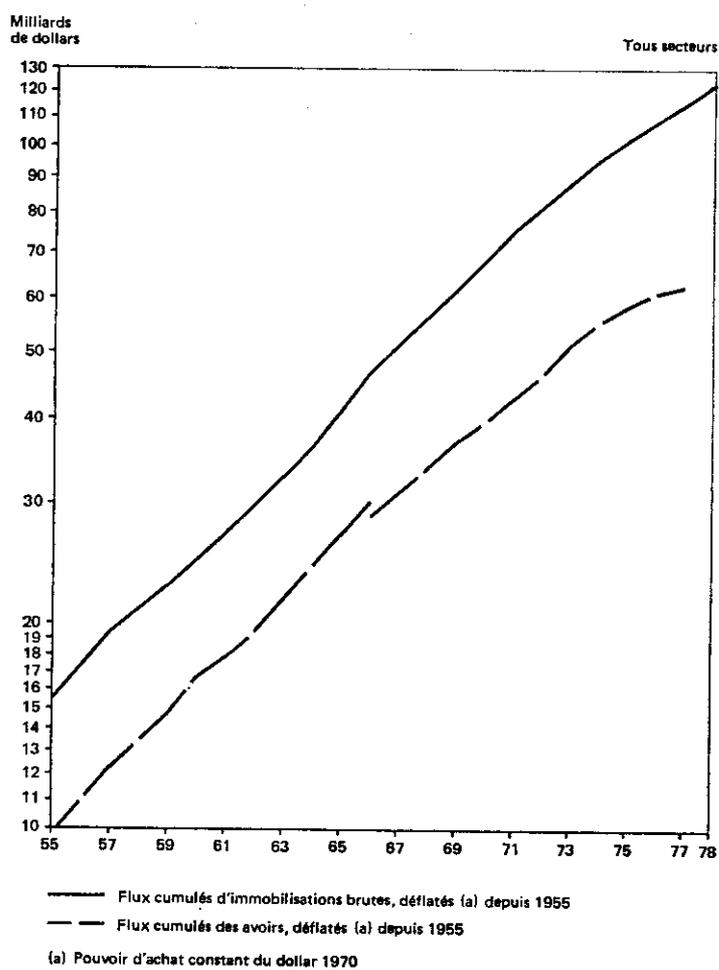
L'attentisme des firmes américaines se révèle surtout par une stagnation de l'investissement net. De plus en plus, les dépenses nouvelles d'investissement à l'étranger sont consacrées au remplacement des équipements anciens plutôt qu'à un accroissement des capacités de production. Le graphique 7 montre l'évolution des flux cumulés d'investissements bruts des filiales américaines à l'étranger et des flux cumulés d'avoirs strictement américains dans ces filiales ; on assiste à une stagnation des avoirs américains (capitaux propres des maisons mères américaines dans leurs filiales à l'étranger) et à un ralentissement des immobilisations brutes depuis 1971. A partir des données disponibles pour un échantillon représentant 50 % des filiales à l'étranger (9) on constate que l'écart entre les deux courbes est essentiellement constitué par les amortissements ; cela signifie que les immobilisations nettes stagnent de la même manière que les capitaux propres engagés par les firmes américaines à l'étranger.

Les conséquences de la stagnation de l'investissement net à l'étranger et de l'attentisme généralisé des firmes américaines en matière d'investissement risquent, en cas de persistance, de placer bientôt les firmes américaines devant des choix décisifs que l'on peut illustrer par la situation respective des filiales industrielles américaines en Allemagne et au Royaume-Uni.

(8) L'investissement « interne » est, ici, celui qui est effectué sur le territoire américain ; l'investissement « externe » est effectué à l'étranger.

(9) BEA (Bureau of Economic Analysis) « Sources and uses of funds », may 1979. Department of Commerce, USA. Cette interprétation ne vaut bien entendu que dans la mesure où les séries d'amortissement publiées par le BEA ont une signification économique autant que fiscale.

Graphique 7 - Flux cumulés d'immobilisations brutes et flux cumulés des avoirs strictement américains à l'étranger.



3 - Le cas allemand et le cas britannique.

Les filiales américaines à l'étranger profitent encore en 1977 d'un long cycle de croissance, résultant de la forte accumulation des années 1957-1971 qui procure jusqu'à présent un niveau de profit acceptable, sans nouvelles dépenses massives d'équipement. Cette inertie, qui, dans la période récente, se trouve être favorable aux filiales américaines, risque de jouer différemment dans le cas où aucune reprise durable de l'investissement n'interviendrait.

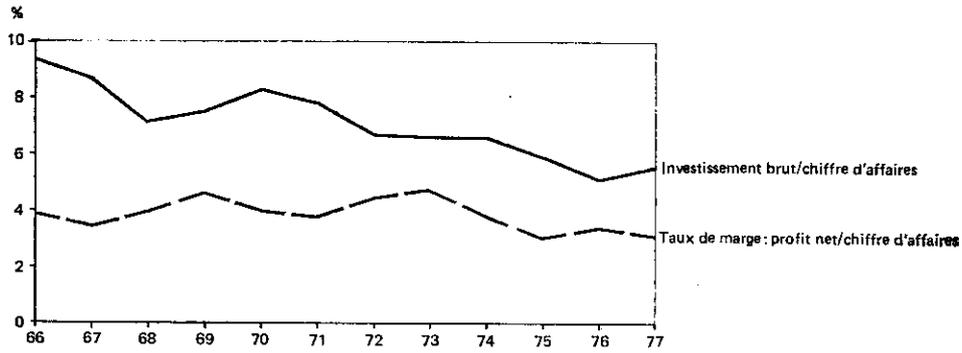
Deux exemples européens permettent d'illustrer ce phénomène : celui de la situation respective de filiales américaines en Allemagne et au Royaume-Uni. En *Allemagne*, alors que le rapport investissements bruts sur chiffres d'affaires décroît régulièrement depuis 1971, les taux de marge se maintiennent (cf. graphique 8) et les profits nets sont même supérieurs aux investissements bruts en 1976. Les filiales américaines en Allemagne profitent à la fois des investissements massifs réalisés dans la période précédente et des conditions économiques et monétaires prévalant dans ce pays ; cela peut leur permettre de continuer à attendre en ne finançant que des investissements de remplacement, essentiellement sur profits réinvestis, pour préserver un certain niveau de profit.

La situation est toute différente pour les filiales implantées au *Royaume-Uni*, où l'on assiste à la fois à une dégradation de l'effort d'investissement et des taux de marge respectivement depuis 1970 et 1972 (cf. graphique 8) ; dans ce pays, les filiales américaines sont placées, tout au moins à la fin de la période étudiée, devant un choix décisif : désinvestir pour valoriser leur capital dans une autre zone, préserver l'acquis au Royaume-Uni en prenant le risque de voir s'aggraver encore plus leurs conditions de profit, ou investir en anticipant une reprise de l'activité économique et une hausse de la rentabilité.

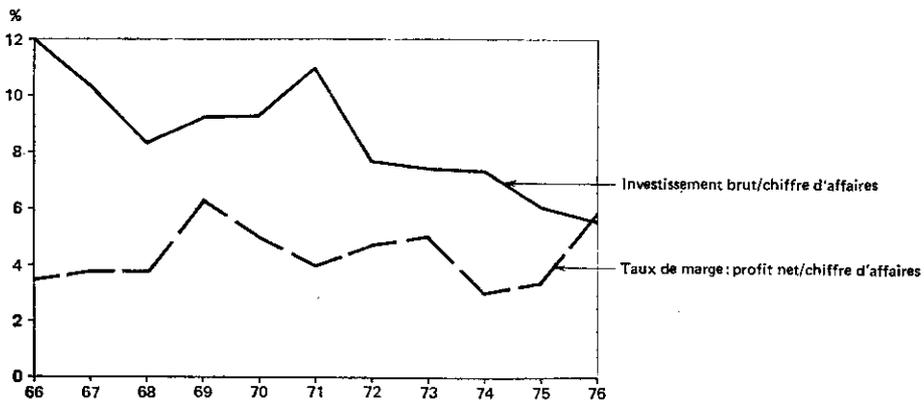
A l'instar de la situation au Royaume-Uni, telle qu'elle apparaissait en 1976, la dégradation de l'investissement et du profit constatée de manière atténuée pour l'ensemble du secteur manufacturier dans le monde peut contraindre les firmes américaines à envisager des choix comparables, et donc une remise en cause de leur stratégie traditionnelle d'investissement à l'étranger.

Graphique 8 - Evolution comparée des dépenses d'investissements et du profit net rapportés aux chiffres d'affaires des filiales américaines. (Secteur manufacturier.)

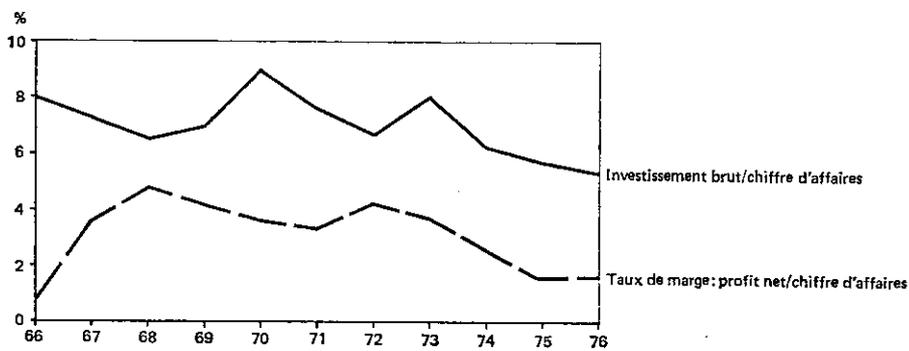
ENSEMBLE DU MONDE :



EN ALLEMAGNE :



AU ROYAUME UNI :

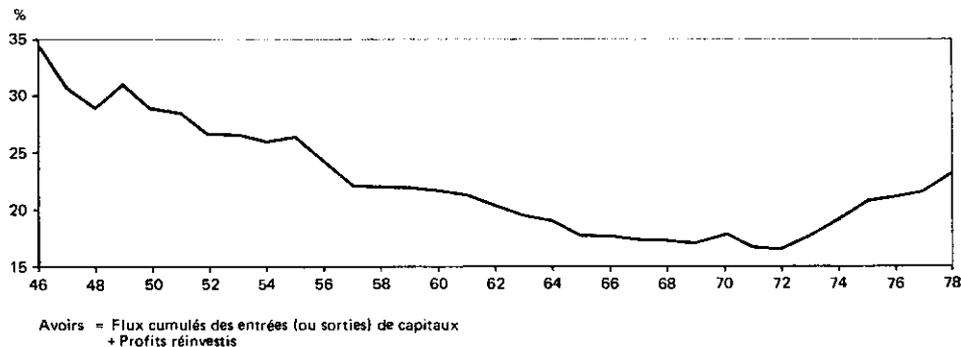


Source : SCB.

4 - Les firmes européennes et japonaises retrouvent le chemin des Etats-Unis.

Après un sommeil relatif d'au moins trente ans, l'investissement étranger aux Etats-Unis a repris de manière vigoureuse et soutenue depuis 1972. Le rapport avoirs étrangers aux Etats-Unis sur avoirs américains à l'étranger marque une nette reprise confirmant a contrario le changement intervenu dans les conditions qui ont incité les firmes américaines à s'établir à l'étranger (graphique 9). Importants avant la Première Guerre mondiale, ces investissements étrangers aux Etats-Unis ont représenté une part de plus en plus faible comparée à l'effort d'investissement des firmes américaines hors des Etats-Unis. Mais depuis quelques années la situation s'est renversée et la progression des avoirs étrangers aux Etats-Unis a été telle, comme l'exprime le taux de croissance annuel moyen en valeur internationale des entrées de capitaux et profit réinvestis de 23,7 % de 1972 à 1978, qu'ils représentent un niveau de moins en moins négligeable comparé à celui de l'investissement américain à l'étranger (24 % en 1978 contre 16 % en 1971).

Graphique 9 - Rapport des avoirs étrangers aux Etats-Unis aux avoirs américains à l'étranger.



Dans l'ensemble des investissements étrangers aux Etats-Unis, les Pays-Bas sont en tête (21 % des avoirs en 1977), puis le Royaume-Uni (19 %) et le Canada (18 %). L'Allemagne (7 %), la France (5 %) et le Japon (5 %) n'ont accentué leur effort que récemment et n'ont pas encore rejoint les premiers pays. La ventilation des avoirs détenus par les firmes étrangères aux Etats-Unis montre la forte pénétration des Pays-Bas dans le secteur pétrolier, l'effort particulier des Japonais dans la distribution et la présence solide des Européens dans l'industrie manufacturière.

Ainsi donc, à une stagnation des investissements américains vers l'étranger répond une accélération des flux d'investissements étrangers aux Etats-Unis. Ces derniers, après avoir été pendant longtemps de très loin le principal pays d'origine des investissements internationaux, voient se réduire l'écart qui les séparait sur ce point des autres pays industriels tout en devenant le premier pays d'accueil, dans un vaste processus de rééquilibrage des principales puissances économiques du monde.

Conclusions.

Vers une interpénétration plus poussée des capitaux internationaux.

Pendant plus de vingt ans, les firmes américaines ont mis à profit la supériorité dont elles bénéficiaient grâce à la surévaluation du dollar, leur avance technologique, leur organisation et leurs moyens financiers, pour investir largement à l'étranger, essentiellement en Europe et dans les industries manufacturières.

La crise qui a commencé de se développer dès la fin des années soixante et qui est apparue au grand jour à partir de 1971, avec le réaligement général des monnaies et les taux de change flottants puis le relèvement brutal des prix de l'énergie, a transformé profondément les conditions de la concurrence internationale. Ayant vu disparaître en quelques années les principaux facteurs qui les poussaient vers l'extérieur, les grandes entreprises américaines ont adopté une stratégie d'attente. En pouvoir d'achat international constant du dollar, leurs dépenses d'investissements brut plafonnent depuis sept ans et les grandes répartitions par zones ou par secteurs d'activité au sein de cette masse désormais stabilisée se sont, elles aussi, figées, comme si les firmes américaines hésitaient à modifier leur stratégie face aux changements de l'environnement international. Elles paraissent se contenter de maintenir et de consolider les positions acquises sans définir de nouvelles orientations tant sont grandes les incertitudes qui obscurcissent les perspectives économiques. Aussi l'investissement américain donne-t-il l'impression de courir provisoirement sur son erre depuis 1971 aussi bien à l'étranger que sur le territoire des Etats-Unis.

Cette position d'attente ne peut cependant être maintenue encore très longtemps sans mettre en péril les capacités d'adaptation et la rentabilité de la plupart des filiales américaines implantées à l'étranger et notamment en Europe. Au moment où les entreprises des autres pays industriels accélèrent le processus de multinationalisation qu'elles s'étaient contentées d'amorcer timidement jusqu'à ces dernières années, investissant largement aux Etats-Unis

(mais aussi dans les autres pays industriels et dans les pays en voie de développement où elles multiplient les associations avec les capitaux locaux), les firmes américaines ne peuvent rester statiques.

Elles devront, *ou* accentuer le mouvement de redéploiement vers le Tiers-Monde où les firmes japonaises et allemandes sont de plus en plus actives, *ou* renforcer les moyens de leurs filiales européennes en opérant des choix au sein des pays et surtout des branches d'activité en abandonnant les secteurs les moins rentables, *ou* enfin se replier sur le territoire américain si les perspectives qui y sont offertes leur paraissent en fin de compte plus prometteuses que celles de l'étranger, *ou* si les ventes sur les marchés extérieurs sont désormais mieux assurées par l'exportation à partir des Etats-Unis que par la production sur place.

De toute manière, l'ère est close où les firmes multinationales étaient presque exclusivement d'origine américaine, et le processus d'une véritable interpénétration des capitaux internationaux ne fait sans doute que commencer.

Annexes.

Quelques définitions : avoirs américains, dépenses d'investissement et sorties de capitaux.

1) Les « *avoirs américains* » correspondent à ce que les statistiques américaines qualifient assez improprement de « valeur comptable » (« *book value* ») ou, depuis quelques années, de « situation » (« *position* ») des investissements directs en fin d'année. Il s'agit du *total cumulé des sorties de capitaux et des profits réinvestis*, total affecté par certains ajustements comptables dont les plus importants proviennent des nationalisations récentes de certaines filiales pétrolières dans les pays d'accueil, qui sont venus amputer la valeur des actifs du secteur correspondant. Les « *avoirs* » analysés ici ne correspondent donc ni à la capitalisation boursière ni à la valeur de marché des filiales existantes, mais seulement au total des fonds investis au fil des ans par les entreprises américaines dans leurs filiales à l'étranger, celles-ci étant définies comme des entreprises où la participation américaine dans le capital est au moins de 10 % (10).

2) Les « *dépenses d'investissement* » sont les sommes affectées chaque année, par les filiales *majoritaires* des entreprises américaines implantées à l'étranger, à des achats d'immeubles, d'outillage et de machines (11). Ces dépenses ne comprennent pas les investissements financiers réalisés par les maisons mères, soit pour accroître leur participation dans le capital de filiales déjà créées, soit pour acquérir tout ou partie du capital d'une entreprise étrangère contrôlée jusque-là par des intérêts non américains.

Ces dépenses annuelles sont financées, soit par des sorties de capitaux, soit par des profits réinvestis sur place, soit encore par d'autres ressources (12), amortissements ou emprunts.

3) Les *sorties de capitaux* effectuées par les entreprises américaines hors des Etats-Unis sont destinées à financer, soit l'acquisition d'entreprises existantes, soit l'accroissement du capital des filiales créées auparavant, soit enfin une fraction des dépenses d'investissement présentées ci-dessus. Les statistiques relatives à l'acquisition d'entreprises existantes jusque-là contrôlées par des intérêts non américains sont peu détaillées par secteurs d'activité et par zones. Les données publiées indiquent un faible solde *négalif* ces dernières années, résultant d'un courant de cessions de filiales à des intérêts étrangers plus important que celui d'achats à des intérêts étrangers (13).

Toutes ces statistiques résultent d'enquêtes du Department of Commerce et sont publiées dans la revue « *Survey of Current Business* ».

(10) En fait, la très grande majorité des filiales sont contrôlées majoritairement. Au moment du recensement de 1966, il apparaissait que les avoirs dans les filiales majoritaires représentaient 48 milliards de dollars sur un total de 51,8 milliards.

(11) Il s'agit de dépenses brutes, les cessions de capital fixe n'étant pas déduites.

(12) Le montant de ces « autres ressources » n'est connu que par différence entre les dépenses d'investissement et la somme des sorties de capitaux et des profits réinvestis.

(13) On a enregistré en 1977 un solde *négalif* de 140 millions de dollars, contre — 740 en 1976 (année exceptionnelle), — 40 en 1975, — 50 en 1974, + 700 à 800 millions en moyenne de 1970 à 1972.

Annexe I - Répartition des avoirs américains en investissements directs dans le monde. (En % du total.)

| | 1957 | | | | | | 1971 | | | | | | 1977 | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--------|----------------------------|----------------|-------|----------|---------|--------|-------|----------------------------|---------|-------|----------|---------|--------|-------|----------------------------|---------|-------|----------|---------|--------|--|
| | Total | Industries manufacturières | Pétrole | Mines | Commerce | Finance | Autres | Total | Industries manufacturières | Pétrole | Mines | Commerce | Finance | Autres | Total | Industries manufacturières | Pétrole | Mines | Commerce | Finance | Autres | |
| Canada | 34,5 | 15,5 | 7,9 | 3,4 | 2,0 | 3,7 | 26,3 | 11,4 | 5,6 | 3,3 | 1,5 | 2,9 | 1,6 | 23,8 | 11,2 | 5,2 | 2,2 | 1,5 | 2,5 | 1,2 | | |
| Europe | 16,3 | 8,7 | 4,9 | 0,2 | 1,7 | 0,4 | 34,5 | 18,8 | 7,5 | — | 3,9 | 3,0 | 1,3 | 40,7 | 21,1 | 9,4 | — | 4,8 | 3,7 | 1,7 | | |
| CEE à Neuf | 14,2 | 7,9 | Non disponible | — | — | — | 27,7 | 16,7 | 6,5 | — | 2,2 | 1,6 | 0,7 | 32,0 | 18,5 | 7,6 | — | 2,5 | 2,3 | 1,1 | | |
| UK | 7,8 | 4,7 | — | — | — | — | 10,9 | 6,6 | 2,6 | — | 0,7 | 0,9 | 0,1 | 11,7 | 6,0 | 3,6 | — | 0,6 | 1,0 | 0,5 | | |
| RFA | (1)2,8 | — | — | — | — | — | 5,9 | 3,7 | 1,5 | — | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 7,4 | 4,7 | 1,5 | — | 0,4 | 0,7 | 0,1 | | |
| France | (1)2,4 | — | — | — | — | — | 3,7 | 2,5 | 0,6 | — | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 4,1 | 2,8 | 0,6 | — | 0,5 | 0,1 | 0,1 | | |
| Benelux | (1)1,6 | — | — | — | — | — | 4,3 | 2,4 | 0,9 | — | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 5,5 | 3,0 | 1,2 | — | 0,7 | 0,4 | 0,2 | | |
| Autres Europe | 2,1 | 0,8 | — | — | — | — | 6,8 | 2,1 | 1,0 | — | 1,7 | 1,4 | 0,6 | 8,7 | 2,6 | 1,8 | — | 2,3 | 1,4 | 0,6 | | |
| Anzas (2) | 3,8 | 1,2 | (1)1,0 | 0,7 | 0,1 | — | 5,5 | 2,7 | 1,1 | 1,0 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 5,4 | 2,3 | 1,1 | 1,1 | 0,5 | 0,2 | 0,3 | | |
| Japon | (1)0,5 | 0,2 | — | — | 0,2 | — | 2,3 | 1,2 | 0,9 | — | 0,2 | — | — | 2,7 | 1,3 | 1,0 | — | 0,3 | 0,1 | — | | |
| Total pays industrialisés | 55,1 | 25,6 | 13,8 | 4,3 | 4,0 | 2,4 | 68,6 | 34,1 | 15,1 | 4,3 | 5,9 | 6,1 | 3,1 | 72,6 | 35,9 | 16,7 | 3,2 | 7,1 | 6,5 | 3,2 | | |
| PVD | 39,8 | 5,9 | 17,9 | 5,0 | 2,6 | 1,1 | 25,3 | 7,3 | 8,8 | 2,7 | 1,9 | 2,0 | 2,6 | 22,6 | 8,2 | 2,0 | 1,6 | 2,5 | 5,9 | 2,4 | | |
| Amérique latine | 29,3 | 5,0 | 10,6 | 4,4 | 2,1 | 0,7 | 16,9 | 6,0 | 3,5 | 2,1 | 1,6 | 1,9 | 1,8 | 18,6 | 6,7 | 2,3 | 1,1 | 1,8 | 5,4 | 1,3 | | |
| OPEP | 4,7 | — | 4,3 | — | 0,2 | — | 3,0 | 0,1 | 2,6 | — | — | — | 0,3 | — | 0,1 | — | — | 0,1 | 0,1 | 0,6 | | |
| Afrique | 1,8 | 0,2 | 0,6 | 0,4 | 0,1 | — | 0,5 | 0,2 | 1,2 | 0,5 | — | — | 0,2 | 1,6 | 0,2 | 0,8 | 0,4 | 0,1 | 0,1 | — | | |
| Asie | 4,0 | 0,7 | 2,4 | 0,2 | 0,2 | — | 3,3 | 1,0 | 1,5 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,3 | 4,2 | 1,2 | 1,6 | 0,1 | 0,5 | 0,3 | 0,5 | | |
| Non ventilé | 5,1 | — | 4,0 | — | — | — | 6,1 | — | 2,7 | — | 0,5 | 1,2 | 1,7 | 4,8 | — | — | — | 0,3 | 1,0 | 1,4 | | |
| Total général | 100,0 | 31,5 | 35,7 | 9,3 | 6,6 | 3,5 | 100,0 | 41,4 | 26,6 | 7,0 | 8,3 | 9,3 | 7,4 | 100,0 | 44,1 | 20,8 | 4,8 | 9,9 | 13,4 | 7,0 | | |

(1) Estimations.

(2) Australie - Nouvelle-Zélande - Afrique du Sud.

Annexe II - Répartition des avoirs manufacturiers des Etats-Unis dans le monde. (En % du total.)

| | 1957 | | | | | | 1971 | | | | | 1977 | | | | | | | |
|---------------------------------|-------|-----|--------|------------------------|-------------------------|-----------------------|--------|-------|-----|--------|---|-----------------------|--------|-------|-----|--------|---|-----------------------|--------|
| | Total | IAA | Chimie | Construction mécanique | Construction électrique | Matériel de transport | Autres | Total | IAA | Chimie | Constructions mécaniques et électriques | Matériel de transport | Autres | Total | IAA | Chimie | Constructions mécaniques et électriques | Matériel de transport | Autres |
| Canada | 49,1 | 4,0 | 8,1 | 4,1 | 4,1 | 5,0 | 23,8 | 27,7 | 2,6 | 4,2 | 5,5 | 4,7 | 10,7 | 25,4 | 2,3 | 3,6 | 5,2 | 4,8 | 9,5 |
| Europe | 27,5 | 1,9 | 4,0 | 6,1 | 2,8 | 6,0 | 6,7 | 45,5 | 3,6 | 8,1 | 14,8 | 7,3 | 11,7 | 47,8 | 3,8 | 10,1 | 15,6 | 7,7 | 10,6 |
| CEE à Neuf | 25,0 | | | Non disponible | | | | 40,5 | 3,1 | 7,3 | 13,5 | 6,8 | 9,8 | 41,9 | 3,2 | 9,1 | 14,2 | 6,7 | 8,7 |
| UK | 15,0 | | | | | | | 15,8 | 1,4 | 2,4 | 5,1 | 2,8 | 4,1 | 13,5 | 1,3 | 2,6 | 4,2 | 2,0 | 3,4 |
| RFA | | | | | | | | 9,1 | 0,6 | 1,1 | 3,4 | 2,7 | 1,3 | 10,7 | 0,5 | 1,5 | 4,0 | 3,2 | 1,5 |
| France | | | | | | | | 6,1 | 0,4 | 1,0 | 2,2 | 0,8 | 1,7 | 6,3 | 0,4 | 1,1 | 2,3 | 1,0 | 1,5 |
| Benelux | | | | | | | | 6,1 | 0,4 | 1,9 | 1,6 | 0,4 | 1,8 | 6,9 | 0,4 | 2,4 | 2,2 | 0,4 | 1,5 |
| Autres Europe .. | 2,5 | | | | | | | 5,0 | 0,5 | 0,8 | 1,3 | 0,5 | 1,9 | 5,9 | 0,6 | 1,0 | 1,4 | 1,0 | 1,9 |
| Anzas (1) | 3,7 | | | | | | | 6,4 | 0,7 | 1,5 | 1,2 | 1,6 | 1,4 | 5,2 | 0,6 | 1,1 | 1,2 | 0,8 | 1,5 |
| Japon | 0,8 | | | | | | | 2,8 | 0,1 | 0,6 | 1,5 | 0,3 | 0,3 | 2,9 | 0,2 | 0,6 | 1,5 | 0,2 | 0,4 |
| Total pays industrialisés | 81,1 | 6,2 | 12,4 | 10,5 | 7,3 | 12,9 | 31,8 | 82,4 | 7,0 | 14,4 | 23,0 | 13,9 | 24,1 | 81,3 | 6,9 | 15,4 | 23,5 | 13,5 | 22,0 |
| PVD | 18,9 | 2,9 | 4,8 | 1,1 | 1,8 | 2,1 | 6,2 | 17,6 | 1,8 | 4,6 | 3,0 | 2,1 | 6,1 | 18,7 | 1,6 | 5,0 | 4,5 | 2,0 | 5,6 |
| Amérique latine .. | 16,0 | 2,5 | 4,3 | 0,6 | 1,7 | 1,6 | 5,3 | 14,6 | 1,5 | 3,6 | 2,4 | 2,0 | 5,1 | 15,2 | 1,3 | 4,0 | 3,4 | 1,9 | 4,6 |
| OPEP | | | | | | | | 0,2 | | 0,1 | 0,1 | | | 0,3 | | 0,2 | | | |
| Afrique | 0,5 | | | | | | | 0,5 | | 0,2 | | | 0,3 | 0,4 | | | | | 0,4 |
| Asie | 2,4 | | | | | | | 2,3 | 0,3 | 0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,7 | 2,8 | 0,3 | 0,8 | 1,0 | 0,1 | 0,6 |
| Total général | 100,0 | 9,1 | 17,2 | 11,6 | 9,1 | 15,0 | 38,0 | 100,0 | 8,8 | 19,0 | 26,0 | 16,0 | 30,2 | 100,0 | 8,5 | 20,4 | 28,0 | 15,5 | 27,6 |

(1) Australie - Nouvelle-Zélande - Afrique du Sud.

Annexe II - Répartition des avoirs manufacturiers des Etats-Unis dans le monde. (En % du total.)

| | 1957 | | | | | | 1971 | | | | | | 1977 | | | | | | |
|-------------------------------------|-------|-----|--------|------------------------|-------------------------|-----------------------|--------|-------|-----|--------|--------------------------------------|-----------------------|--------|-------|-----|--------|------------------------------|-----------------------|--------|
| | Total | IAA | Chimie | Construction mécanique | Construction électrique | Matériel de transport | Autres | Total | IAA | Chimie | Construction mécanique et électrique | Matériel de transport | Autres | Total | IAA | Chimie | Constructions électriques et | Matériel de transport | Autres |
| Canada | 49,1 | 4,0 | 8,1 | 4,1 | 4,1 | 5,0 | 23,8 | 27,7 | 2,6 | 4,2 | 5,5 | 4,7 | 10,7 | 25,4 | 2,3 | 3,6 | 5,2 | 4,8 | 9,5 |
| Europe | 27,5 | 1,9 | 4,0 | 6,1 | 2,8 | 6,0 | 6,7 | 45,5 | 3,6 | 8,1 | 14,8 | 7,3 | 11,7 | 47,8 | 3,8 | 10,1 | 15,6 | 7,7 | 10,6 |
| CEE à Neuf | 25,0 | | | | | | | 40,5 | 3,1 | 7,3 | 13,5 | 6,8 | 9,8 | 41,9 | 3,2 | 9,1 | 14,2 | 6,7 | 8,7 |
| UK | 15,0 | | | Non disponible | | | | 15,8 | 1,4 | 2,4 | 5,1 | 2,8 | 4,1 | 13,5 | 1,3 | 2,6 | 4,2 | 2,0 | 3,4 |
| RFA | | | | | | | | 9,1 | 0,6 | 1,1 | 3,4 | 2,7 | 1,3 | 10,7 | 0,5 | 1,5 | 4,0 | 3,2 | 1,5 |
| France | | | | | | | | 6,1 | 0,4 | 1,0 | 2,2 | 0,8 | 1,7 | 6,3 | 0,4 | 1,1 | 2,3 | 1,0 | 1,5 |
| Benelux | | | | | | | | 6,1 | 0,4 | 1,9 | 1,6 | 0,4 | 1,8 | 6,9 | 0,4 | 2,4 | 2,2 | 0,4 | 1,5 |
| Autres Europe .. | 2,5 | | | | | | | 5,0 | 0,5 | 0,8 | 1,3 | 0,5 | 1,9 | 5,9 | 0,6 | 1,0 | 1,4 | 1,0 | 1,9 |
| Anzas (1) | 3,7 | | | | | | | 6,4 | 0,7 | 1,5 | 1,2 | 1,6 | 1,4 | 5,2 | 0,6 | 1,1 | 1,2 | 0,8 | 1,5 |
| Japon | 0,8 | | | | | | | 2,8 | 0,1 | 0,6 | 1,5 | 0,3 | 0,3 | 2,9 | 0,2 | 0,6 | 1,5 | 0,2 | 0,4 |
| Total pays Industri- lisés | 81,1 | 6,2 | 12,4 | 10,5 | 7,3 | 12,9 | 31,8 | 82,4 | 7,0 | 14,4 | 23,0 | 13,9 | 24,1 | 81,3 | 6,9 | 15,4 | 23,5 | 13,5 | 22,0 |
| PVD | 18,9 | 2,9 | 4,8 | 1,1 | 1,8 | 2,1 | 6,2 | 17,6 | 1,8 | 4,6 | 3,0 | 2,1 | 6,1 | 18,7 | 1,6 | 5,0 | 4,5 | 2,0 | 5,6 |
| Amérique latine .. | 16,0 | 2,5 | 4,3 | 0,6 | 1,7 | 1,6 | 5,3 | 14,6 | 1,5 | 3,6 | 2,4 | 2,0 | 5,1 | 15,2 | 1,3 | 4,0 | 3,4 | 1,9 | 4,6 |
| OPEP | | | | | | | | 0,2 | | 0,1 | 0,1 | | | 0,3 | | 0,2 | 0,1 | | |
| Afrique | 0,5 | | | | | | | 0,5 | | 0,2 | | | 0,3 | 0,4 | | | | | 0,4 |
| Asie | 2,4 | | | | | | | 2,3 | 0,3 | 0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,7 | 2,8 | 0,3 | 0,8 | 1,0 | 0,1 | 0,6 |
| Total général | 100,0 | 9,1 | 17,2 | 11,6 | 9,1 | 15,0 | 38,0 | 100,0 | 8,8 | 19,0 | 26,0 | 16,0 | 30,2 | 100,0 | 8,5 | 20,4 | 28,0 | 15,5 | 27,6 |

(1) Australie - Nouvelle-Zélande - Afrique du Sud.